

ARRETE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

COMMUNE DE
MOREAC

Arrêté n° 2025-59

DOSSIER N° PC 56140 24 G0026

Déposé le : 05/08/2024 et complété le 02/10/2024, le 31/10/2024 et le 04/12/2024

Affiché le :

Demandeur BRETAGNE FRIGO représentée par
Monsieur KIRKLAR Vincent

Demeurant 93 Boulevard Malesherbes
75008 Paris

Pour Extension d'une plateforme de
stockage et de distribution sous
température négative avec panneaux
photovoltaïques et construction d'un
quai de chargement associé

Démolition d'une chambre réfrigérée et
d'une partie du quai de réception

Aménagements extérieurs

Ajout de 4 portes sectionnelles

Sur un terrain sis ZA du Bardeff
56500 MOREAC
cadastré XD224, XD165, XD227

SURFACE DE PLANCHER

Existante :

- Bureaux : 465,00 m²
- Entrepôt : 10988,00 m²

Créée :

- Entrepôt : 5 086,00 m²

Démolie :

- Entrepôt : 2 250,00 m²

Le Maire,

Vu la demande de permis de construire susvisée ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants, R421-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 16/09/2016, modifié les 15/09/2017, 28/09/2018, 12/02/2021 et le 15/12/2022 ;

Vu le règlement de la zone Uia du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu l'avis favorable du Service Assainissement Collectif de Centre Morbihan Communauté en date du 27/08/2024 ;

Vu l'avis favorable d'Eau du Morbihan en date du 29/08/2024 ;

Vu l'avis favorable de Morbihan Energies en date du 29/08/2024 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions d'Enedis en date du 02/09/2024 ;

Vu l'avis favorable des Services techniques de Centre Morbihan Communauté en date du 04/09/2024 ;

Vu l'avis avec observations du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) en date du 26/12/2024 ;

Vu les pièces complémentaires reçues en mairie en date du 02/10/2024, 31/10/2024 et du 04/12/2024 ;

ARRETE

Article 1 : Le Permis de construire est **accordé** pour les travaux décrits dans la demande présentée sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées en article 2 et suivants.

Article 2 : En application de l'article R. 452-1 du Code de l'urbanisme, vous ne pouvez pas entreprendre les travaux de démolition avant l'expiration d'un délai de 15 jours à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Soit de la date à laquelle vous avez reçu notification du présent arrêté
- Soit la date de transmission de cet arrêté au préfet

Article 3 : Conformément à l'avis d'ENEDIS en date du 02/09/2024, la contribution au coût du branchement et de l'éventuelle contribution pour des travaux d'extension nécessaire à la réalisation d'un projet de production d'énergie est à la charge du demandeur.

Article 4 : Conformément à l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 26/12/2024, il convient de concevoir la voirie de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du stockage ou occupée par les eaux d'extinction. A noter que la distance de référence à prendre en compte est égale à 1.5 fois la hauteur du bâtiment (art 3.2.2 de l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement).

Article 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation au titre de la législation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ou du règlement sanitaire départemental (RSD). Le permis de construire ne pourra être exécuté sans cette autorisation.

Certifié transmis ce jour au Préfet,
Le 29-01-2025

Fait à MOREAC

Le 29-01-2025



L'Adjoint au maire,
Maurice POUILLAUDE



NB : la présente autorisation est soumise au paiement d'une taxe d'aménagement et d'une redevance d'archéologie préventive. Elles seront exigibles à la date d'achèvement des opérations imposables (date à laquelle la construction est habitable ou utilisable) en application de l'article 1406 du code général des impôts. Le bénéficiaire devra déclarer les caractéristiques de son bien dans les 90 jours de son achèvement sur les services gérer « mes biens immobiliers » disponible sur l'espace sécurisé impôts.gouv.fr

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à votre égard.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensevelissement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.